

Jean RADVANYI

*INALCO, Paris*¹

Après Sotchi, les programmes d'investissements sportifs au Caucase du Nord : enjeux économiques, politiques et interethniques

En proposant la candidature de Sotchi pour les Jeux Olympiques (JO) d'hiver de 2014, Vladimir Poutine entendait relever trois défis. Le premier était de montrer que son pays était capable d'organiser une grande compétition internationale dans un domaine, les disciplines de glace et de neige, impliquant un niveau élevé de technicité. Le second était celui de la sécurité dans une région, le Caucase, plus connue ces dernières années pour ses guerres et conflits que pour ses atouts touristiques, pourtant célébrés depuis deux siècles. Il s'agissait ainsi d'asseoir son autorité sur une région rétive, connue pour ses rébellions et son faible attachement à l'État russe. Le troisième résultait des deux premiers : la bonne tenue des JO devait permettre d'améliorer l'image globale de la Russie dans le monde, un des buts affichés par le maître du Kremlin depuis son accession au pouvoir, cette meilleure image devant permettre – c'est ce qu'il souhaitait alors – d'attirer vers son pays investisseurs et capitaux étrangers.

1 L'auteur remercie vivement l'IJBA, Institut du journalisme de Bordeaux-Aquitaine, qui lui a permis de séjourner à Sotchi durant les JO. On trouvera plusieurs des documents réalisés par les étudiants de l'IJBA à Sotchi sur leur site : <<http://www.ijba.u-bordeaux-montaigne.fr/les-etudiants-lijba-en-russie/>>.

Le choix du Caucase n'était pas anodin. D'autres régions russes, comme l'Oural ou l'Altaï, auraient pu théoriquement accueillir l'ensemble des installations nécessaires à la tenue des épreuves olympiques. Mais aucune ne disposait des infrastructures déjà en place au Caucase, et Sochi avait en outre l'avantage d'être suffisamment éloignée des régions les plus troublées du versant septentrional : l'agglomération du « Grand Sochi », peuplée de 450 000 habitants, la plus importante station balnéaire de Russie, regroupant un chapelet de villes et de villages (Sochi, Adler) sur près de 145 km de côtes, n'avait été l'objet d'aucun attentat sérieux durant tous les conflits des années 1990-2000.

Au-delà même de la nécessité d'assurer une sécurité totale tant aux sportifs qu'aux spectateurs durant toute la durée des JO, leur organisation devait prouver qu'on pouvait sérieusement songer à relancer un secteur touristique qui avait acquis ses lettres de noblesse dès le XIX^e siècle avec l'adoption de ses sources thermales comme autant de lieux de villégiature, puis l'extension d'un tourisme de masse à l'époque soviétique dans pratiquement toute la chaîne. Dès octobre 2010, le gouvernement russe affichait son intention de développer un « Cluster touristique nord-caucasien » dans le cadre d'une Zone économique spéciale, projet qui devint, lors du sommet du G8 de Deauville en mai 2011, un des objectifs prioritaires de la coopération franco-russe. Le lien entre ce projet et la préparation des JO de Sochi fut concrétisé par la nomination d'Akhmed Bilalov, un oligarque daghestanais, vice-président du Comité olympique russe depuis 2009, comme directeur de la Compagnie KSK (l'OAO « Kurorty Severnogo Kavkaza » – Stations de loisirs du Nord-Caucase), l'entité gestionnaire du projet, dès sa création en décembre 2010².

Or on sait combien le tourisme, en tant que secteur économique aux activités multiples, est sensible aux menaces, qu'elles soient d'ordre naturel (inondations, tsunamis, séismes) ou politiques, comme les conflits territoriaux et leurs cortèges d'attentats ou de prises d'otage. Sur ce plan, l'analyse des deux derniers présidents russes, Vladimir Poutine et Dmitri Medvedev, est constante : seul le développement économique peut définitivement sortir le Caucase du Nord du cycle de violences et de conflits qui le caractérise depuis la fin des années 1980. Outre l'enjeu de l'image globale de la Russie, la bonne réussite des JO devait donc favoriser la réalisation de ce projet de développement d'un chapelet de stations de montagne égrenées sur

2 La presse russe a monté en épingle son éviction spectaculaire de toutes ses fonctions, le 7 février 2013, par Vladimir Poutine, mécontent de l'état d'avancement du site des tremplins olympiques placé sous sa responsabilité. Notons au passage qu'Akhmed Bilalov était, au début des années 1990, un des responsables de la Banque régionale de Léninegrad, époque où Vladimir Poutine occupait une fonction importante à la mairie de Saint-Petersbourg.

l'ensemble du versant nord, pour lequel le gouvernement russe sollicitait l'appui technique et financier d'investisseurs étrangers.

C'est bien dans cette perspective que nous analyserons la tenue des JO d'hiver de Sotchi : leur organisation plutôt réussie peut-elle réellement servir de tremplin à un développement ultérieur d'une région traversée par de nombreuses tensions ? Et, en observant les leçons de Sotchi, peut-on se faire une idée plus précise de la façon dont les autorités russes entendent développer cette région ?

1. Sotchi 2014 : un pari technique réussi, mais une région toujours inquiétante

Indéniablement, les JO se sont, dans l'ensemble, déroulés sans anicroche sérieuse³ et c'est là un premier enseignement intéressant sur la capacité russe à monter ce genre d'opération. Les autorités n'ont pas hésité pour cela à faire appel aux meilleurs spécialistes internationaux dans des domaines qui étaient relativement nouveaux pour elles et c'est à ce prix qu'elles sont parvenues à créer de toutes pièces l'ensemble des installations nécessaires à la tenue des Jeux. L'aménagement général de Roza Khoutor, cadre des épreuves de descente et slalom, a été confié à une société française, la Compagnie des Alpes, réputée dans ce domaine et dont les oligarques russes connaissaient bien les services pour être familiers des stations de Courchevel ou Chamonix. Les remontées mécaniques ont été commandées aux deux plus grandes firmes réputées dans ce domaine, le français POMA (la société créée par Jean Pomagalsky) et l'autrichien Doppelmayr. La préparation des pistes olympiques et leur tracé (un des défis était de faire arriver l'ensemble des compétitions à un même point où seraient rassemblés presse et spectateurs) furent confiés à deux des maîtres reconnus de cet exercice, le canadien Paul Matthews et l'ex-champion de ski suisse Bernhard Russi.

Le « cluster » de montagne, lieu où étaient concentrées toutes les installations de ski, de saut et de glisse (bobsleigh, luge...), est un bel exemple de l'image que la Russie d'aujourd'hui voudrait donner d'elle : moderne et efficace. La station de Krasnaïa Poliana est en fait la juxtaposition de plusieurs ensembles, pris en charge chacun par un des fleurons de l'économie russe. En amont du bourg de Krasnaïa Poliana proprement dit, situé à 550 m d'altitude, ce sont Alpika-Servis, le premier noyau racheté par le géant gazier Gazprom ; Gornaïa-Karousel, un site acheté en 2006 par Bilalov et qui devait accueillir les épreuves de saut ; le centre de ski de

3 Les attentats des 29 et 30 décembre 2013 à Volgograd (30 morts), revendiqués par Ansar al Sunna, firent craindre le pire, mais en dépit des menaces proférées par Dokou Oumarov (chef d'« Émirat du Caucase », mort en 2013) de torpiller les Jeux, leurs auteurs ne purent pas agir durant les JO.

fond Laoura, autre réalisation de Gazprom ; Gorki-Gorod, financé par la Sberbank, première banque du pays, et enfin Roza Khoutor, propriété de l'oligarque Vladimir Potanine, patron d'Interros. On sait qu'une grande partie des financements qu'il a obtenus viennent de la Vnechekonombank, la Banque d'État du commerce extérieur russe. Sans entrer dans les détails de ces montages financiers au demeurant très opaques, on peut souligner cette caractéristique commune à tous les grands projets de l'ère Poutine : l'interpénétration organisée des financements étatiques et privés. Les grands oligarques russes sont fermement conviés à participer à leur montage, comme par exemple Oleg Deripaska, « invité » à prendre en charge la construction du nouvel aéroport d'Adler, sous le contrôle étroit de structures gouvernementales⁴.

Comme souvent dans ce type de mégaprojets, le résultat est contradictoire. Le train rapide ultra-moderne qui relie le cluster de montagne à celui de la côte, une des infrastructures les plus coûteuses des JO, pénètre dans une vallée étroite où, le long de la rivière Mzymta, on a construit, en plusieurs ensembles distincts séparés de quelques kilomètres, des dizaines de résidences et hôtels de luxe aussi spectaculaires que déroutants par leur architecture qui fait plus penser aux grands « resorts » nord-américains. Plus haut sur le versant nord, un des villages construits par Gazprom ressemble quant à lui davantage à certaines stations européennes avec ses grands chalets de bois, même s'il hébergeait les athlètes des JO et était transformé en camp retranché inabordable pour le commun des mortels. Les mesures de sécurité prises dans le cluster de montagne étaient à la hauteur de l'enjeu : des barrières barbelées jalonnées de caméras infrarouges longent toute la ligne de train ; dans les bois autour du village olympique de montagne, des tentes toute blanches dissimulaient des soldats qui veillaient jour et nuit à ce qu'aucun suspect ne s'approche. Mais assurément, c'était le prix à payer pour la sécurité dans une vallée située à moins de 100 km à vol d'oiseau de la Karatchaïévo-Tcherkessie, une des deux républiques bi-ethniques du Nord-Caucase ayant connu de nombreux troubles⁵. L'ensemble des questions de sécurité était bien entendu un enjeu de taille et il fut résolu grâce à un appareillage électronique sophistiqué (chaque spectateur était en possession d'un « passeport de

4 Le mode opératoire est assez typique de ces transferts entre l'État et le secteur privé : par un décret présidentiel du 3 mai 2006, l'aéroport de Sotchi est exclu de la liste des infrastructures stratégiques propriétés de l'État. Il est ensuite vendu par actions le 20 novembre 2006 et c'est le groupe Bazovy Element d'Oleg Deripaska qui obtient 100 % des actions. Sa filiale RAIKO (Russko-Aziatskaïa Investitsionnaïa Kompania) détient, outre celui de Sotchi, les aéroports de Krasnodar, Anapa et Glendjouk.

5 La Karatchaïévo-Tcherkessie a vu les deux ethnies principales, Karatchaïs et Tcherkesses, s'affronter durement en 1999 dans leur lutte pour le pouvoir. En octobre 2005, un groupe d'islamistes sema la terreur à Naltchik, la capitale de la République voisine de Kabardino-Balkarie, faisant plusieurs dizaines de victimes. Pour un suivi précis du dossier, voir <http://www.kavkaz-uzel.ru/category/nalchik_attack>.

supporter » numérique intégrant un code barre personnel, obtenu sur présentation de sa photo et d'une pièce d'identité) et à la vigilance d'une armée de contrôleurs.

La période de préparation des JO a été fertile en rebondissements, donnant lieu à une campagne de dénigrement de la part des médias occidentaux quant aux capacités russes à mener à temps ce projet⁶. Outre les questions récurrentes de corruption et l'expulsion sans ménagement des occupants⁷ de la plaine d'Imérétie⁸, les principaux thèmes faisant l'objet de critiques furent le coût exorbitant des Jeux ainsi que les questions d'environnement et de climat. Il est clair que la construction d'une autoroute et d'une voie ferrée dans une vallée de montagne, l'installation d'équipements de sports d'hiver sur des versants jusqu'ici sauvages, qui plus est situés en partie dans un parc national, sont de nature à perturber l'environnement. On sait par ailleurs que les questions écologiques ne suscitent que peu de réactions habituellement en Russie et la mobilisation des mouvements écologistes au niveau local a largement bénéficié de l'attention portée par les grandes ONG internationales (*Environmental watch on North Caucasus* 2008). Quelques sites ont été particulièrement affectés, à la fois par la gestion des eaux de surface et par la localisation des dépôts de déchets. Il n'est pas sûr, toutefois, que ces atteintes soient plus dramatiques que celles qu'on avait pu constater dans les stations alpines françaises⁹. Il faudra attendre quelques années afin de juger des effets réels de ces aménagements sur ces versants sensibles.

Quant au reste, les responsables rencontrés sur place pendant les JO réagissaient vivement à cette avalanche de critiques qu'ils jugeaient excessives¹⁰. Les représentants locaux de la Compagnie des Alpes évoquaient une période de préparation sous tension qui leur rappelait le climat succédant à la mise en place du « Plan Neige »

6 À propos de cette campagne, voir par exemple Pitron 2014.

7 Sur la question de ces expulsions, voir l'article de Nikolay Karbainov et Ekaterina Glorizova dans ce même dossier.

8 Située entre le nouvel aéroport d'Adler et la frontière abkhaze, la plaine d'Imérétie, partie de la dépression de Colchide à la confluence des fleuves Mzymta et Psoou, fut choisie comme site de toutes les épreuves de glace (patinage, hockey) ; elle abrite aussi un grand parc d'attraction conçu dans le style Disney Land et les tribunes du grand prix russe de formule 1.

9 L'aménagement de stations de ski en montagne a toujours suscité de fortes polémiques. Voir par exemple Guérin et Gumuchian 1978 ou Bourdeau 2008.

10 L'auteur tient à remercier Jean-Marie Farini et Anton Tchoudaev, représentants de la Compagnie des Alpes et de la société POMA, directement impliqués dans ces opérations et qui ont bien voulu se prêter à des interviews filmées par les étudiants de l'IJBA.

en France, dans les années 1960¹¹ : des espaces à modeler, des infrastructures à concevoir puis à réaliser avec un défi supplémentaire de taille. Tout devait être prêt pour l'ouverture des JO et en respectant un cahier des charges imposé par le CIO (Comité international olympique) dont on sait qu'il est plus exigeant sur les données techniques que sur les conditions économiques et sociales de leur réalisation. La qualité des équipements devait répondre aux critères les plus rigoureux et, étant donnée l'importance exceptionnelle des nouvelles infrastructures mises en place, le montant élevé de ces JO n'est peut-être pas aussi exorbitant qu'on l'a souvent décrit, même si plusieurs exemples de manipulation des coûts ont été cités : le premier devis (en 2008) des pistes de tremplin était évalué à 1,2 milliard de roubles et le chantier confié à une société allemande Kohlbecker Architects & Engineers. En 2011, on parlait déjà de 3,9 milliards pour atteindre la somme de 8,9 milliards, incluant une route non prévue initialement (Aminov 2013 ; Tovkajlo 2013). En outre, malgré les rumeurs de manque de neige largement diffusées avant les Jeux, l'enneigement moyen de Krasnaïa Poliana a été plus que suffisant, le site étant d'ailleurs particulièrement renommé chez les amateurs de *freestyle* comme un des meilleurs spots au monde. La décision de mettre en réserve 450 000 m³ de neige de culture (imposée par le CIO), n'était rien d'autre qu'une précaution au cas où l'année serait réellement anormale, ce qui ne fut pas le cas.

Selon Jean-Marie Farini, de la Compagnie des Alpes, le résultat est probant. Outre la tenue exemplaire de toutes les épreuves olympiques, les Russes disposent désormais d'une vraie station d'envergure internationale : une quarantaine d'hôtels de diverses classes et un total de près de 25 000 lits dans l'ensemble des « villages » de Krasnaïa Poliana, 77 km de pistes pouvant accueillir plus de 10 000 skieurs ou visiteurs par jour. Les représentants de la classe moyenne russe férue de sports d'hiver, qui préféraient jusqu'alors les stations alpines d'Europe de l'Ouest, attirés par la qualité des prestations, pourront désormais en jouir dans leur propre pays. Seules ombres au tableau, le manque de coordination entre les différents villages de ce complexe géant qu'il faudra bien un jour relier¹², ainsi que le coût des billets d'avion vers Sotchi qui vient alourdir le prix de ces séjours (avant le développement de vols russes *low-cost*). Signalons également l'obtention difficile des visas pouvant constituer un frein à la venue des étrangers que les responsables de la station souhaitaient initialement attirer.

11 Le « Plan Neige » est une loi de 1964 qui lance le développement des grandes stations intégrées de sports d'hiver en France. Il sera suivi, en 1985 de la « Loi Montagne ». Voir Chevalier 1989.

12 Les trois stations de la vallée, Roza Khoutor, Gorny Karousel et Laoura-Gazprom sont actuellement concurrentes et ne proposent pas de « skypass » commun à toutes les remontées.

Et le ski dans tout cela ? Pendant les JO, les pistes étaient fermées aux visiteurs mais les longues pistes noires de Roza Khoutor (la « Crazy Khoutor » fait 4649 m de long avec un dénivelé de 1200 m) et les nombreuses possibilités de hors-piste sont de sérieux atouts pour la station. Selon les premiers bilans, la saison hivernale 2014-2015 a fait le plein. Pour les vacances d'hiver (début janvier), tout était réservé dès novembre, en grande partie par des dirigeants de toute la Russie désireux d'essayer le nouveau site et à qui on a conseillé d'éviter les stations étrangères¹³. La saison 2016 a bénéficié de l'effondrement du rouble et de la crise russo-turque même si l'on a vu apparaître une nouvelle concurrence avec la Crimée. Cet afflux de touristes a aussi montré les limites actuelles de la station : trop peu de services de location de matériel, surcharge des remontées quand la station fait le plein, entraînant des queues importantes. Il est aussi clairement apparu que Krasnaïa Poliana est d'abord une station de l'élite russe, avec des tarifs d'hôtellerie et de restauration élevés pour le Russe moyen, même si une étude comparative effectuée par IPSOS pour Tripadvisor a montré que Sotchi était parmi les moins chères entre 42 stations européennes pour un séjour familial (Čablin 2015).

Il n'en demeure pas moins que les Jeux d'hiver de Sotchi ont un bilan extrêmement négatif en termes d'image. Si l'ensemble des épreuves a été normalement retransmis, les commentaires qui les ont entourées ont facilité une importante campagne de dénigrement. On peut d'ailleurs noter que les médias occidentaux ont été beaucoup plus critiques envers la préparation des JO de Sotchi qu'à l'occasion de ceux de Pékin en 2008. Dans une large mesure, c'est d'abord parce que tout autoritaire qu'il soit devenu, le régime russe laisse entrevoir de multiples aspects de son fonctionnement à travers quelques médias (Novaïa Gazeta, Lenta.ru, Vedomosti) ou mouvements critiques (la campagne de Boris Nemtsov aux élections de la mairie de Sotchi en 2009). Si certaines visites de sites organisées par les mouvements de défense locaux ont été entravées par les autorités locales, beaucoup d'informations ont pu circuler, mettant en lumière les affaires de corruption ou les menaces sur l'environnement. Par ailleurs, la coïncidence entre la préparation des Jeux et une succession de mesures répressives votées après la réélection de Vladimir Poutine à la présidence en mars 2012 a focalisé l'attention : pressions accrues sur les ONG recevant des aides étrangères¹⁴, loi de juin 2013 interdisant la propagande à l'égard des mineurs sur les relations sexuelles non traditionnelles qui a vu une recrudescence des attaques contre l'homosexualité, etc. La libération à la veille des Jeux de plusieurs prisonniers de

13 Sur le bilan de la station, voir Fedorova 2014.

14 Le Parlement russe a modifié, en juillet 2012, la loi sur les ONG en introduisant le qualificatif « d'agents de l'étranger » pour celles qui avaient une activité politique et recevaient des aides d'organismes étrangers. En application de cette loi plusieurs ONG historiques de défense des droits de l'homme, comme Mémorial, ont été inquiétées.

renom comme l'ancien patron de la société pétrolière Ioukos, Mikhaïl Khodorkovski ou les membres du groupe punk féminin des Pussy Riot, la mise à disposition d'un espace de contestation à Sotchi, éloigné des lieux sensibles (*Interfax.ru* 2014), et les promesses de bienveillance envers les homosexuels sur place n'ont pas permis d'enrayer les critiques car elles ne changeaient rien à cette dérive autoritaire. Après les Jeux, les lois votées par la Douma restent bel et bien en vigueur et l'image du pays demeure celle d'un État sur la défensive dans de nombreux domaines.

Et si, techniquement, les JO de Sotchi furent une réussite indéniable, ils auront d'autant moins permis d'améliorer l'image de la Russie que, durant leur déroulement, l'attention de tous les médias était de plus en plus attirée par les événements en Ukraine. Les dernières épreuves ont été en partie éclipsées par la montée des tensions sur la place du Maïdan à Kiev qui se traduisent par la mort de plus de 100 personnes, tandis que l'annonce de la fuite du président Viktor Ianoukovitch, le 22 février, coïncide pratiquement avec la cérémonie de clôture (24 février).

D'ailleurs, la première année post-JO fut aussi la première marquée par les sanctions occidentales suite à ces événements. D'un côté on assiste à une nouvelle dégradation de l'image du pays qui ne va pas faciliter son attractivité touristique à l'étranger. À l'inverse bien sûr, on peut présumer qu'une partie de la classe moyenne russe qui avait pris ses habitudes dans les stations d'Europe occidentale va reporter ses séjours de ski vers Sotchi comme elle y a été fermement invitée pour ses séjours d'été en Crimée¹⁵. Plus que la question des listes noires de personnalités privées de visas, qui ne concerne qu'un groupe restreint, ce sont les mesures restreignant la possibilité de voyage à l'étranger pour la plupart des fonctionnaires d'État et les taux de change rouble/euro qui devraient favoriser le succès de la seule station russe de rang international¹⁶.

2. La question tcherkesse : une occasion ratée

Dès l'annonce par Vladimir Poutine de sa proposition de candidature de Sotchi aux JO d'hiver, le lieu choisi pour les principales épreuves de ski et de saut suscita une série

15 Dans le cas de la Crimée, des consignes formelles ont été données aux fonctionnaires de privilégier des séjours en Crimée comme mode de soutien au développement de cette « nouvelle » région russe.

16 La Loi fédérale du 13 mai 2013 interdisait déjà aux fonctionnaires de haut rang de posséder des comptes à l'étranger (Protiv Korrupcii 2013). Ramzan Kadyrov avait alors appelé à l'interdiction des voyages à l'étranger pour cette catégorie de fonctionnaires (*Interfax.ru* 2015). Cette mesure est partiellement entrée en application avec le dépôt obligatoire des passeports de certaines catégories de fonctionnaires auprès de l'administration.

de polémiques concernant les minorités caucasiennes et en particulier tcherkesses. Krasnaïa Poliana, la « belle clairière » est en effet un lieu hautement symbolique. C'est à cet emplacement, appelé alors Kbaada, qu'eut lieu en mai 1864 la dernière bataille sanglante des Guerres du Caucase du XIX^e siècle, suivie par l'exil forcé de ses habitants tcherkesses¹⁷ puis, le 21 mai, d'une parade de la victoire en présence du Grand Prince Mikhaïl Nikolaevitch Romanov. Le village de Kbaada fut alors rebaptisé Romanovsk, dénomination abandonnée dès la fin du XIX^e siècle pour celle de Krasnaïa Poliana¹⁸. Difficile de dire si ces faits étaient connus des autorités du Kremlin dès la décision, en 2007, d'y installer une partie du site olympique. Ce qui est certain, c'est qu'à aucun moment de la préparation des JO, ces épisodes ou les anciens occupants tcherkesses de la vallée ne furent mentionnés dans les projets officiels, suscitant chez ces derniers un sentiment d'offense redoublé.

L'occasion était pourtant idéale pour que les dirigeants de la Fédération fassent un geste fort envers ces communautés dont l'intégration au sein de la Russie a toujours été complexe. Les JO devaient coïncider pratiquement jour pour jour avec le 150^e anniversaire de ces événements tragiques et il eût été facile de marquer cette commémoration par une initiative symbolique d'apaisement. Alors que se développait dans une partie de la communauté tcherkesse, tant en Russie que dans la diaspora, un mouvement réclamant la reconnaissance d'un génocide commis au XIX^e siècle contre leur peuple¹⁹, aucune place n'était initialement dédiée à cette mémoire oubliée dans le cadre de la préparation des Jeux (Pettersson et Vamling 2013). À Vancouver, lors des JO de 2010, des représentants de la diaspora manifestèrent contre la dénomination du club russe « Russkij dom »²⁰, signe pour eux de l'occultation du caractère multiethnique de la Fédération. À Roza Khoutor, principal point de départ des pistes de compétition, la seule référence explicite à ces événements était représentative des choix opérés : le pont enjambant la Mzymta au cœur de la bourgade s'appelle « Pont Romanov ».

17 Le mouvement d'exil forcé des Tcherkesses dans l'empire ottoman (« moukhadjirstvo ») concerna, selon la commission impériale officielle 494 633 Caucasiens (dont 57 % de Tcherkesses) entre 1858 et 1865. Adil Kassoumov cite le chiffre de 900 000 personnes (Kasumov 1992). Sur cette question, voir également Tiškov 2014.

18 Sur l'histoire de ce lieu de mémoire voir *Kraspol.ru* 2015.

19 L'auteur a participé en février 2011 à une séance de la Chambre civique de Russie (*Obščestvennaïa Palata*) où cette question fut discutée en présence de nombreux spécialistes. Une partie des experts russes, dont l'organisateur de la réunion, le journaliste Maksim Chevtchenko, furent un temps favorables à cette reconnaissance. Voir la retransmission sur <<https://www.youtube.com/watch?v=tummSNfqBZI>>.

20 « Maison russe », au sens ethnique contrairement à l'adjectif « rossijskij », « de Russie », plus neutre, qui désigne les citoyens de Russie quelle que soit leur appartenance « ethnique ».

2.1 Une communauté mobilisée mais divisée

Tout au long de la préparation des JO, la communauté tcherkesse se divisa entre ceux qui prônaient le boycott pur et simple de ces Jeux organisés sur le lieu de leur tragédie²¹ et ceux qui, à l'inverse, considéraient que cet événement serait précisément l'occasion de mieux faire connaître leur peuple, son histoire et ses revendications²². Il faudra cependant que s'exercent de multiples pressions tant au sein de la Fédération qu'au niveau international pour que, au dernier moment, les organisateurs des JO ne concèdent aux représentants des Adyghs un lieu où ils pourraient présenter au public leur histoire et leurs traditions. Juste avant l'ouverture, on construisit une vaste tente, abritant une petite salle d'exposition reflétant leur identité par des cartes, des photographies et des objets symboliques ainsi qu'un foyer de rencontres et une salle de concerts où, durant toute la durée des JO, les visiteurs purent apprécier le talent de divers groupes de chants et danses tcherkesses. Mais alors que les téléspectateurs du monde entier pouvaient noter l'absence de toute référence explicite à cette mémoire lors de la cérémonie d'ouverture et que, durant toute la durée des Jeux, des cosaques en grand uniforme paraissaient aux côtés des miliciens chargés d'assurer la sécurité des manifestations, la « maison tcherkesse » était reléguée dans un cul-de-sac difficile à trouver, n'étant par ailleurs mentionnée sur aucun des plans du Parc olympique.

Ces choix, symboliques par leurs silences mêmes, témoignent selon nous de l'embarras persistant qu'éprouve le Kremlin vis-à-vis des peuples du Caucase et de la difficulté à définir une véritable stratégie pour leur intégration à long terme. Il serait tout à fait faux de laisser entendre que les plus hautes autorités russes se soient désintéressées de cette région depuis la fin des deux guerres tchéchènes²³. Vladimir Poutine s'est montré particulièrement actif, multipliant visites et interventions, aussi bien comme Président que comme Premier ministre²⁴. Dans ses divers discours, il dresse un tableau très réaliste des enjeux caucasiens, des difficultés à surmonter y

21 Voir par exemple l'interview d'Ali Berzeg, activiste tcherkesse émigré aux États-Unis (*Kommersant.ru* 2011).

22 Outre la demande de reconnaissance d'un génocide, les Tcherkesses ou Adyghs présentent toute une série de revendications, depuis la réunification de l'ensemble adygh, morcelé selon eux volontairement par le régime soviétique en plusieurs entités ethniques (adygh, tcherkesse, kabarde) jusqu'à la reconstitution d'une entité territoriale autonome chapsoug (un des sous-groupes affiliés aux Adyghs) au sein du Grand Sotchi.

23 Sur le débat lié à la datation de la fin de la guerre, voir Merlin 2010 et Le Huérou *et al.* 2014.

24 Voir son discours prononcé lors de la réunion régionale du parti *Russie unie* à Kislovodsk le 6 juillet 2010, document publié en ligne (<http://www.politonline.ru/video/805.html>), puis le discours au Forum des peuples du Caucase, le 23 janvier 2012 (<<http://premier.gov.ru/events/news/17843/>>).

compris les problèmes de corruption et de mauvaise gouvernance. Il insiste sur les efforts financiers considérables qui ont été faits par le gouvernement fédéral pour reconstruire Grozny et la Tchétchénie, pour dynamiser l'économie nord-caucasienne (Basnukaev 2014), et met en garde ceux qui appellent à limiter ces efforts. Pour lui, le dilemme est clair : si l'on ne crée pas de nouveaux emplois dans la région, les jeunes Caucasiens seront tentés soit de rejoindre les mouvements de contestation les plus radicaux, soit de s'exiler dans les autres régions de la Fédération, y multipliant les risques de tensions.

En 2010, V. Poutine mentionne la déportation et la réhabilitation des « peuples punis »²⁵, mais, comme on l'a vu, durant les JO, la décision prise fut de ne pas revenir sur ces événements, ni leur antécédent de 1864. C'est là d'autant plus surprenant qu'il avait déclaré le 4 mars 2004, lors d'une réunion des responsables des sujets de l'Okroug fédéral du Sud (IouFO) :

Le 23 février de cette année coïncidait avec le 60^e anniversaire de la déportation des peuples tchéchéne et ingouche. Or nous n'avons pas réagi à cette date. À l'avenir, il faudra y accorder plus d'attention, y compris à l'égard des autres peuples. C'est là de notre part une faute d'autant plus impardonnable que ce jour coïncide avec la célébration du « Jour des défenseurs de la Patrie » (*Grani.ru* 2004).

Pourtant d'autres commémorations ont eu lieu pendant la période précédant les JO, par ailleurs marquée par plusieurs attentats et diverses tensions, de Naltchik à Makhatchkala. Les autorités locales ont ainsi laissé ériger, le 11 septembre 2010 à Piatigorsk, capitale du District fédéral du Caucase du nord (SKFO), un monument à la mémoire d'Alekseï Ermolov, le tristement célèbre commandant en chef des troupes russes du début des guerres du Caucase au XIX^e siècle, suscitant de vives critiques chez les peuples caucasiens (RIA Novosti 2010). Fin 2010, on vit se développer dans tout le pays une campagne nationaliste russe à forte connotation xénophobe sous le mot d'ordre « Cessons de nourrir le Caucase »²⁶, prenant comme prétexte la mauvaise utilisation des ressources allouées aux républiques de cette région et le comportement clanique de leurs élites²⁷.

Au-delà des analyses et déclarations officielles, la pratique du pouvoir et le fonctionnement de l'économie caucasienne ne cessent de susciter de profondes

25 L'expression « peuples punis » désigne les peuples déportés par Staline en 1943-1944, dont les Tchétchènes et les lagouches. Voir Campana *et al.* 2009.

26 Pour une discussion sur cette campagne, voir par exemple le post sur le média social *LiveJournal* à l'adresse <<http://friend.livejournal.com/50523.html>> et le post du blogueur Ali Askerov <<http://tanci-kavkaza.ru/xvatit-kormit-kavkaz/>>.

27 Poutine lui-même dénonce cette tendance au clanisme et à la corruption dans son intervention au Forum des peuples du sud à Kislovodsk le 23 janvier 2012 et appelle à poursuivre les efforts d'investissement (<<http://premier.gov.ru/events/news/17843/>>).

inégalités, la majorité de la population ne percevant guère les bénéfices des subventions colossales qui affluent dans la région. Or sur ce plan, le cas de Sotchi est particulier. Si la ville est bien multi-ethnique (on y compte 70 % de Russes et près de 20 % d'Arméniens), depuis 1864, la région ne compte pratiquement plus de Nord-Caucasiens « autochtones » (seulement 1,2 % d'Adyghs au recensement de 2010). En cela, elle diffère profondément des républiques du Caucase du Nord-Est (de l'Ingouchie au Daghestan) où l'on constate l'évolution inverse avec le départ massif des Russes vers d'autres régions de Russie. Le taux de croissance naturel du kraï de Krasnodar (où se trouve Sotchi) demeure négatif (-1,3 pour 1000 en 2011) alors qu'il est largement positif au nord-est (+12 pour 1000 au Daghestan et plus de 20 en Ingouchie et Tchétchénie), impliquant une charge démographique (nécessité d'éduquer et donner du travail aux jeunes) infiniment plus élevée dans ces républiques. Et c'est bien en tenant compte de cette charge que sont apparus les plans de développement spécifiques du Nord-Caucase.

3. Les stations touristiques du Nord-Caucase : un défi incertain

Le programme « Stations du Nord-Caucase » (« Kurorty Severnogo Kavkaza ») demeure un des grands projets d'investissement fédéral dans la région. Initialement prévu autour de cinq sites (Lagonaki en Adyghée ; en Karatchaïévo-Tcherkessie ; Elbrouz-Bezengui en Kabardino-Balkarie ; Mamisson en Ossétie du Nord et Matlas au Daghestan), le KSK s'est considérablement élargi avec l'adjonction de la « riviera » daghestanaise, de Derbent à Makhatchkala, des projets de stations en Tchétchénie (Vedoutchi / Itoum-Kale) et en Ingouchie (Djeïrakh) ainsi que l'inclusion dans son champ d'action de l'ensemble des stations thermales du KMV (Kavkazskie Mineralnye Vody – Eaux minérales du Caucase). Certes, d'autres stations existent en Russie comme « Yan » au Tatarstan, « Zavialikha » en Oural, « Cheregeuch » (région de Kemerovo), « Belokourikha » dans l'Altaï, « Gladenkaïa » en Khakassie ou « Gornyi Vozdoukh » à Sakhaline. Mais aucune ne peut rivaliser avec l'ensemble caucasien, facilement accessible en voiture pour tous les habitants de la Russie du Sud-Ouest à Voronej ou Volgograd.

Toutefois, le programme traverse une période d'incertitude avec la crise économique qui réduit les possibilités d'investissements et l'éviction du premier directeur général, Akhmed Bilalov. La nomination de son successeur, Sergueï Verechtchaguine, coïncide visiblement avec une réorientation du projet. Lors de son lancement, le KSK avait été délibérément conçu comme un modèle de coopération internationale marqué par l'accord signé à Deauville, en mai 2011, lors d'une réunion du G8, par les présidents Dmitri Medvedev et Nicolas Sarkozy. Celui-ci avait confié la mise en œuvre de la participation française, essentiellement constituée d'expertise technique, à la Caisse des dépôts et consignations. Avec ce parrainage bilatéral, Akhmed Bilalov avait,

jusqu'à son éviction, multiplié les contacts internationaux, attirant des investisseurs autrichiens, chinois, coréens, etc.

Neufs zones économiques touristiques spéciales couvrant 269 000 ha
 76 000 nouveaux emplois créés dans le tourisme
 48,5 km de remontées mécaniques pour 110 km de pistes
 Capacité d'hébergement d'environ 167 000 lits
 Un flux escompté de 2,5 millions de touristes par an
 Des investissements techniques et hôteliers compris entre 90 et
 200 milliards de roubles (environ 2 à 3 milliards d'euros)

Encadré 1 : Le projet KSK en chiffres (prévisions à l'horizon 2021)²⁸

Son limogeage brutal suscita dans la presse russe de nombreux commentaires, certains y voyant, outre la cause officielle – retard dans l'aménagement des équipements olympiques de saut – le signe d'une reprise en mains du KSK par le lobby économique et sécuritaire proche de V. Poutine, A. Bilalov étant présenté comme plus proche de D. Medvedev (Kozlov et Procenko 2013 ; Tovkajlo 2014). Au-delà des intrigues de personnes et de clans qui constituent un des thèmes favoris de la presse économique russe, les auteurs de ces articles insistent sur une évolution plus fondamentale que semblent confirmer les premières décisions de la nouvelle direction. Le KSK redevient un projet essentiellement russe, confié à des groupes russes qui en assureront toute la maîtrise, la coopération occidentale se limitant à quelques missions d'expertise et à l'achat d'équipements que la Russie ne produit pas, comme les remontées mécaniques à grande capacité. Très vite, les autorités russes ont fait savoir aux dirigeants de la Caisse des Dépôts qu'elles mettaient fin à l'accord signé par N. Sarkozy. Si l'on en croit Verechtchaguine, l'ouverture internationale s'inspirant des grandes stations alpines ne semble plus réellement d'actualité. Dans une de ses premières interviews, en 2013, il déclarait en effet : « Nous ne voulons pas que nos stations copient aveuglément les centres de loisirs de montagne européens » (*Interfaks-Jug* 2013). Ce recentrage du projet autour des groupes industriels et financiers les plus proches de l'administration présidentielle russe pourrait être encore accentué après l'annexion de la Crimée et les effets de la crise en Ukraine. Les appels à privilégier les ressources touristiques internes au détriment des sites étrangers sont en effet destinés, dans un premier temps, à favoriser la Crimée pour le tourisme estival et Sotchi pour les sports d'hiver. Cette

28 Source : site de KSK, <<http://www.ncrc.ru/>>, consulté le 16.03.2015.

nouvelle donne devrait aussi bénéficier aux stations du KSK, surtout si l'on tient compte du fait qu'une partie des élites russes est désormais soit privée des visas lui permettant d'accéder aux lieux qu'elle fréquentait depuis des années, en Amérique du Nord ou dans les États alpins de l'Union européenne, soit tout simplement priée de ne plus voyager à l'étranger.

Il paraît désormais acquis que le projet KSK restera à l'avenir un des éléments déterminants du développement nord-caucasien. Le consortium concentre désormais ses efforts sur deux lieux. C'est d'une part la station d'Arkhyz, financée initialement par les dirigeants de la république de Karatchaïévo-Tcherkessie avant même que ne démarre le KSK. Elle devait accueillir près de 100 000 visiteurs pour la saison 2014-2015. De nouvelles remontées y seront construites et ses capacités hôtelières seront augmentées dans le cadre du KSK. L'autre objectif prioritaire est la station d'Elbrouz (qui dépasse les 200 000 visiteurs dès 2015 contre 135 000 en 2014) et où de grands travaux d'aménagement devaient commencer, conseillés par la Compagnie des Alpes (Čablin 2015). Un milliard de roubles d'investissements est prévu pour terminer le troisième tronçon de remontées mécaniques et installer la production de neige artificielle. Ceci devrait assurer l'inclusion de la station dans le circuit des grandes compétitions internationales. Dans le même temps, des travaux sont lancés pour remodeler le plan d'urbanisme de la station qui était jusqu'ici marqué par le découpage de la vallée en des dizaines d'ensembles hôteliers ou sanatoriums, mal reliés entre eux. Le KSK a racheté une partie de ces établissements et veut créer de nouvelles infrastructures de service qui manquent cruellement. Il se heurte toutefois à la résistance d'une partie des locaux qui craignent de se voir déposséder de toute initiative par les investisseurs moscovites.

Les conditions de développement de ces nouvelles stations sont en effet fort différentes de la situation dont a bénéficié Sotchi. En premier lieu, et contrairement à cette dernière, chacun des projets prévus s'inscrit dans un contexte local sous tensions. Plusieurs des vallées choisies, comme Bezengui ou Mamisson, sont relativement peu peuplées, utilisées essentiellement jusqu'ici par des bergers saisonniers. Mais tous les pâturages qui doivent être inclus dans le périmètre des stations sont farouchement défendus par les populations locales qui craignent d'être définitivement dépossédées de leur principale source de revenu quand ces terres seront prélevées par les gestionnaires de chaque station (International Crisis Group 2014 : 26). Les premières négociations entamées alors qu'Akhmed Bilalov dirigeait le projet ont mis en lumière l'extrême sensibilité des montagnards à ce sujet, entraînant le rejet de certains sites comme Matlas au Daghestan ou Bezengui en Kabardino-Balkarie, du fait de l'hostilité des villageois. On sait comment, dans le cas de la plaine d'Imérétie à Sotchi, les autorités sont parvenues à expulser les habitants, profitant des règlements d'exceptions liés aux JO. Les investisseurs souhaitent que les clusters touristiques

bénéficient des mêmes exceptions que les « Territoires à développement accéléré »²⁹, ce qui permettrait d'exercer des pressions similaires, même si celles-ci pourraient susciter d'importantes mobilisations. Seconde différence importante, alors qu'à Sotchi les arbitrages politiques étaient simplifiés au maximum dans le cadre de l'urgence olympique, les équilibres locaux en jeu au Caucase du Nord sont autrement plus complexes. Chaque station met en branle au moins trois ou quatre niveaux de pouvoir, en partie concurrents. Ce mégaprojet suscite en effet bien des convoitises pour le partage tant des bénéfices directs légaux que des possibilités d'y prélever divers avantages indirects, corruption, rétro-commissions et autres. Il faut définir un équilibre complexe entre les structures fédérales et les autorités des républiques qui, au Caucase plus qu'ailleurs, ne voient pas toujours d'un bon œil des investisseurs extérieurs interférer dans leurs affaires. Akhmed Bilalov était une sorte d'exception, lui et son frère, originaires du Daghestan, ayant réussi à se tailler une place au sein des structures fédérales entre Moscou et le Caucase. On a vu comment son éviction correspondait à une reprise en main du projet par des acteurs plus proches de Vladimir Poutine comme des associés de Guerman Gref, Dmitri Kozak ou Igor Setchine, le président de Rosneft. Il faut aussi désormais compter avec Ramzan Kadyrov, le chef de la république tchétchène, qui non seulement a obtenu d'intégrer son projet de station tchétchène dans le KSK, mais semble vouloir y jouer un rôle plus important, tant en termes de financement que de sécurité. À cet ensemble déjà complexe, il faut bien sûr ajouter les pouvoirs locaux, eux-mêmes séparés entre les directions des districts municipaux, qui ont en principe un rôle décisif en matière foncière, et les communautés villageoises objets de multiples pressions tant des pouvoirs légaux que des structures traditionnelles, djamaats, « teïps » ou assemblées d'anciens, y compris les groupes islamistes radicaux qui entendent bien prélever leur dîme au passage.

Enfin, troisième défi de taille, il n'est guère envisageable de prendre pour les stations du KSK les mêmes mesures de sécurité qu'à Sotchi durant les JO. On a bien songé à transformer quelques sites en places fortes accessibles en hélicoptère ou en convois protégés, un peu à la façon dont le Club Méditerranée a développé certains de ses équipements comme des îlots entièrement indépendants de leur environnement géographique. Mais c'est là une hypothèse tout à fait irréaliste au Caucase. On se souvient de l'assassinat de touristes sur la route de l'Elbrouz, en février 2011, attentat qui avait bloqué le fonctionnement de la station tout le reste de la saison. Par ailleurs, envisager des îlots protégés n'est guère en harmonie avec l'objectif d'attirer à terme sur place entre un et trois millions de touristes tant russes qu'étrangers. Il faudra donc bien trouver un compromis mutuellement acceptable avec les communautés locales

29 Les « territoires à développement accéléré » ont été créés par une loi du 23.12.2014. Voir le dossier qui leur est consacré par *Kommersant Vlast*, 2014, n° 43. Ces territoires bénéficient de législations spécifiques analogues à celles des Zones économiques libres.

sur la délicate question foncière, les associer au développement des services et au partage des emplois et bénéfices. Or, et c'est là que le bât blesse, l'expérience de Sotchi et les premières années de fonctionnement du KSK ne semblent pas aller dans le sens d'une véritable concertation avec les communautés locales qui sont beaucoup plus structurées dans les républiques du Nord-Caucase que dans la plupart des autres régions de la Fédération. On assiste trop souvent à des réunions qui tournent au dialogue de sourds, les représentants des structures fédérales ou républicaines, forts de leurs statuts, ayant bien du mal à reconnaître les inquiétudes locales.

En outre, il nous semble nécessaire de rejeter un des arguments soutenus par certains spécialistes du Caucase du Nord³⁰ qui estiment que les peuples montagnards ne s'inséreront jamais dans ces projets, car certaines de leurs traditions leur interdiraient de se plier aux exigences des touristes dans le cadre de services rémunérés. Pourtant, toute l'expérience acquise, tant à Elbrouz qu'à Teberda-Dombaï, montre au contraire que les populations locales sont tout à fait prêtes à s'engager dans ces services, en alimentant les marchés locaux de produits traditionnels (textiles, lainages) ou en créant des lieux d'hébergement et des restaurants d'altitude, à condition qu'on leur offre cette possibilité. Or, le moins qu'on puisse en dire est qu'il ne semble pas que les mégaprojets de stations, façon « resort » nord-américain qui sont jusqu'ici à l'étude, fassent une grande place à ces micro-initiatives de la part des populations locales.

En conclusion, on constate que l'engouement des Russes pour ces stations du sud prend de l'ampleur. Déjà, deux tour-opérateurs de Simferopol et Stavropol ont lancé un nouveau produit, un circuit en autocar de quatorze jours « mer et montagne », de Bakhtchissaraï en Crimée aux « Eaux minérales du Caucase » (KMV) en passant par Dombaï. Quant au gouverneur de Stavropol, il défend ardemment le projet déjà ancien de liaison directe entre les KMV, Elbrouz et Sotchi par une nouvelle route plus proche de la montagne et qui pourrait un jour être reliée par les cols à Krasnaïa Poliana.

Les autorités russes ont démontré leur capacité à intégrer l'expérience technique des meilleures sociétés occidentales dans ce domaine. Toutefois, la gestion des enjeux liés aux minorités pendant les Jeux s'est avérée beaucoup plus hésitante et ne semble toujours pas réellement une priorité. L'avenir dira si elles sont capables de mieux intégrer tous ces défis en infléchissant, le cas échéant, des projets jusqu'ici largement conçus en dehors des communautés locales.

30 C'est par exemple la thèse défendue par l'ethnologue daghestanais Enver Kisriev reprise dans Malover'jan 2011.

Bibliographie

- Aminov 2013 : Halil' Aminov, « V kurortnyh podryadah pojavilis' priznaki mošenničestva » (De nouveaux signes de malversations dans les chantiers des stations), *Kommersant.ru*, 16.04.2013, document en ligne, consulté le 09.07.2015, <<http://www.kommersant.ru/doc/2171368>>.
- Basnukaev 2014 : Musa Basnukaev, « Reconstruction in Chechnya : at the intersection between politics and the economy », in Anne Le Huérou *et al.* (dir.), *Chechnya at war and beyond*, New York : Routledge, 2014, pp. 76-89.
- Bourdeau 2008 : Philippe Bourdeau, « Les défis environnementaux et culturels des stations de montagne », *Teoros*, 2008, n° 27, vol. 2, pp. 23-30, document en ligne, consulté le 01.01.2016, <<http://teoros.revues.org/131>>.
- Campana *et al.* 2009 : Aurélie Campana, Sophie Tournon, Grégory Dufaud (dir.), *Les Déportations en héritage. Les peuples réprimés du Caucase et de Crimée, hier et aujourd'hui*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2009.
- Čablin 2015 : Anton Čablin, « Evropa priznala – v Soči deševle » (L'Europe le reconnaît – Sochi est moins chère), *Svobodnaja pressa Jug*, 06.03.15, document en ligne, consulté le 09.07.2015, <<http://www.ncrc.ru/ru/smi-o-kompanii/svobodnaya-pressa-yug-evropa-priznala-v-sochi-desheвле>>.
- Environmental watch on North Caucasus* 2008 : « The “Greens” have informed UNEP about the extreme environmental threats caused by the Sochi Olympics », *Environmental watch on North Caucasus*, April 10, 2008.
- Chevalier 1989 : Michel Chevalier, « La “Loi Montagne” et sa mise en œuvre (1981-1988) », *Annales de Géographie*, 1989, vol. 98, n° 545, pp. 84-91.
- Guérin et Gumuchian 1978 : Jean-Paul Guérin et Hervé Gumuchian, *Pourquoi les sports d'hiver ? Mythologies et pratiques*, Grenoble : Institut de Géographie Alpine, 1978.
- Grani.ru* 2004 : « Putin : Godovščinu deportacii čečencev nado bylo otmetit' » (Poutine : l'anniversaire de la déportation du peuple tchéchène aurait dû être commémoré), *Grani.ru*, 25.03.2004, document en ligne, consulté le 09.07.2015, <<http://grani.ru/Politics/Russia/m.65050.html>>.
- Fedorova 2014 : Margarita Fedorova, « Postolimpijskij sindrom » (le syndrome post-olympique), *Kommersant.ru*, 17.12.2014, document en ligne, consulté le 09.07.2015, <<http://www.kommersant.ru/projects/sochi>>.
- Interfax.ru* 2014 : « V olimpijskom Soči pojavitsja special'naja ploščadka dlja mitingov » (Le site olympique de Sochi accueille un espace spécialement prévu pour les manifestations), *Interfax.ru*, 04.08.2014, document en ligne, consulté le 09.07.2015, <<http://www.interfax.ru/russia/350153>>.
- Interfax.ru* 2015 : « Kadyrov predložil ne puskat' » (Kadyrov a proposé de ne pas laisser passer), *Interfax.ru*, 01.04.2015, document en ligne, consulté le 09.07.2015, <<http://www.interfax.ru/russia/298709>>.
- Interfaks-Jug* 2013 : Sergej Vereščagin, Interview, *Interfaks-Jug*, 01.07.2013, document en ligne, consulté le 14.07.2015, <<http://www.interfax-russia.ru/South/exclusives.asp?id=413620>>.
- International Crisis Group 2014 : International Crisis Group (ICG), « Too Far, Too Fast : Sochi, Tourism and Conflict in the Caucasus », *Europe Report*, n° 228, 30.01.2014, document en ligne, consulté le 14.07.2015, <<http://www.crisisgroup.org/~media/Files/europe/caucasus/228-too-far-too-fast-sochi-tourism-and-conflict-in-the-caucasus>>.

- Kommersant.ru* 2011 : *Kommersant.ru*, 18.01.2011, document en ligne, consulté le 09.07.2015, <<http://www.kommersant.ru/doc/1568434>>.
- Kasumov 1992 : Adil' H. Kasumov, *Genocid adygov. Iz istorii bor'by adygov za nezavisimost' v XIX veke* (Le génocide des Adyghs. De l'histoire de la lutte des Adyghs pour l'indépendance au XIX^e siècle), Nalchik : Logos, 1992.
- Kraspol.ru* 2015 : « Iz prošlogo v buduščee » (du passé à l'avenir), *Kraspol.ru*, document en ligne, consulté le 09.07.2015, <<http://kraspol.ru/about-krasnaya-polyana/history/from-past-to-present>>.
- Kozlov et Procenko 2013 : Vladimir Kozlov et Nikolaj Procenko, « Podkovørnoe napadenie na Kavkaz » (Une attaque en sous-main contre le Caucase), *Ekspert Jug*, 25.02.2013, document en ligne, consulté le 14.07.2015, <<http://expert.ru/south/2013/08/podkovyornoe-napadenie-na-kavkaz/>>.
- Le Huérou *et al.* 2014 : Anne Le Huérou, Aude Merlin, Amandine Regamey, Elisabeth Sieca-Kozlowski (dir.), *Chechnya at war and beyond*, New York : Routledge, 2014.
- Malover'jan 2011 : Jurij Malover'jan, « Francija gotova investirovat' v kurorty Severnogo Kavkaza » (La France est prête à investir dans les stations du Caucase du Nord), *BBC Russkaja služba*, 26.05.2011, document en ligne, consulté le 14.07.2015, <http://www.bbc.co.uk/russian/russia/2011/05/110526_caucasus_france_tourism.shtml>.
- Merlin 2010 : Aude Merlin, « Tchétchénie : un après-guerre sans paix ? », in Merlin A., Serrano S. (dir.), *Ordres et désordres au Caucase*, Bruxelles : Editions de l'Université de Bruxelles, 2010, pp. 125-144.
- Petersson et Vamling 2013 : Bo Petersson et Karina Vamling (dir.), *The Sochi Predicament : Contexts, Characteristics and Challenges of the Olympic Winter Games in 2014*, Cambridge : Scholars Publishing, 2013.
- Pitron 2014 : Guillaume Pitron, « Géopolitique du saut à skis », *Le monde diplomatique*, février 2014, pp. 8-9.
- Protiv Korruptcii 2013 : « Činovnikam vysokogo ranga zapretili imet' ščeta (vklady) za rubežom » (Les fonctionnaires de haut rang ont l'interdiction de posséder des comptes (avoirs) à l'étranger), *Protiv Korruptcii. Oficial'nyj sajt* (Contre la corruption. Site officiel), 08.05.2013, document en ligne, consulté le 09.07.2015, <http://corrupt.pnzreg.ru/main_news/2013/05/8/16480231>.
- RIA Novosti 2010 : « Pamjatnik generalu Ermolovu otkryli v Pjatigorske » (Une statue du général Ermolov a été inaugurée à Pjatigorsk), RIA Novosti, 11.09.2010, document en ligne, consulté le 09.07.2015, <<http://www.rian.ru/society/20100911/274705127.html>>.
- Tiškov 2014 : Valerij Tiškov, « Čerkesskij vopros » : èkspertnyj doklad (La « question tcherkesse » : rapport d'expertise), Moscou : IÈA RAN, 2014.
- Tovkajlo 2013 : Maksim Tovkajlo, « Kak tratjat den'gi Olimpiady » (Comment on dépense l'argent des JO), *Vedomosti.ru*, 17.06.2013, document en ligne, consulté le 09.07.2015, <http://www.vedomosti.ru/library/articles/2013/06/17/pryzhki_s_tramplinom>.